

Ghana

Objectifs principaux

- Aider le Gouvernement de la République du Ghana (Ghana) à maintenir un régime de protection internationale favorable.
- Promouvoir le rapatriement librement consenti des réfugiés libériens.
- Collaborer avec le Gouvernement et d'autres partenaires pour offrir protection et assistance à plus de 62 000 réfugiés et demandeurs d'asile au Ghana.
- Stabiliser les opérations d'urgence mises en place en réaction à l'afflux de quelque 15 500 réfugiés togolais, arrivés dans la région de la Volta en 2005.
- S'efforcer de sauvegarder les droits des réfugiés et des autres personnes relevant de la compétence de l'UNHCR par des initiatives de défense de la cause et assimilées.
- Maintenir et améliorer les dispositifs de préparation aux situations d'urgence et la capacité d'intervention, dans le cadre d'une approche conjointe des activités de réponse aux situations d'urgence entre le Gouvernement du Ghana et les institutions des Nations Unies.



Chiffres prévisionnels		
Population	Janv. 2006	Déc. 2006
Libéria (réfugiés)	39 200	28 200
Togo (réfugiés)	16 200	18 000
Togo (demandeurs d'asile)	3 550	1 050
Autres demandeurs d'asile	3 250	3 100
Autres réfugiés	360	640
Total	62 560	50 990

Total des besoins : 8 531 345 dollars E.-U.

Contexte

Faits nouveaux

Le Ghana a joué un rôle de premier plan dans les initiatives régionales et internationales visant à favoriser le règlement des crises qui troublent le Togo, la Côte d'Ivoire et le Libéria et menacent la stabilité de la sous-région.

Le régime de protection des réfugiés au Ghana a été sensiblement amélioré grâce au renforcement des procédures de détermination du statut et d'autres activités relatives à la protection. L'UNHCR a collaboré avec le Comité ghanéen pour les réfugiés (CGR)

pour lancer des procédures organisées d'examen de l'éligibilité et a mené une série d'activités de formation à l'intention de responsables gouvernementaux. Néanmoins, l'appui de l'Organisation restera indispensable jusqu'à ce que les procédures d'asile soient en place et que l'on puisse envisager de transférer les pleines responsabilités de la détermination du statut au Gouvernement du Ghana.

Contraintes

Quelque 11 000 réfugiés libériens devraient regagner leur pays de leur plein gré en 2006. Ce rapatriement massif se traduira vraisemblablement par une modification profonde de la structure démographique, avec une surreprésentation des femmes, des enfants et des personnes âgées au sein de la population libérienne demeurant au Ghana. Bon nombre de ces réfugiés ont été victimes de déplacements répétés, qui les ont sans doute traumatisés, ce qui suppose la prise en charge d'un ensemble de besoins particuliers aussi varié que complexe. Dans la zone d'installation de Buduburam, les réfugiés qui ont les besoins les plus aigus pâtiront le plus des insuffisances qui risquent de persister dans certains secteurs clés. Ces difficultés sont encore aggravées par les problèmes relatifs aux infrastructures, résultant principalement de l'absence de services essentiels au cours des dernières années, période pendant laquelle l'UNHCR n'avait pas de programme d'assistance au Ghana.

Le manque d'ONG locales implantées dans la région de la Volta restreint la portée de l'action de l'UNHCR en faveur des réfugiés togolais. Pour accéder aux réfugiés, qui vivent dans des communautés d'accueil réparties dans 114 localités différentes, l'Organisation doit surmonter des problèmes complexes, en termes de logistique, de télécommunications et de ressources humaines.

Stratégie

La stratégie de l'UNHCR pour l'année 2006 a été élaborée de concert avec le Gouvernement, les partenaires d'exécution et les partenaires opérationnels, les donateurs et les réfugiés. Cette stratégie s'articule autour des objectifs stratégiques fixés par le Haut Commissaire, l'Agenda pour la protection, les objectifs de l'UNHCR pour la région Afrique, les engagements du Haut Commissaire à l'égard des

femmes réfugiées et les objectifs du Millénaire pour le développement. Portant à la fois sur les possibilités de rapatriement librement consenti et d'intégration sur place des réfugiés libériens, la stratégie insistera sur la pérennisation des initiatives, afin d'aider les communautés d'accueil tout en renforçant l'autosuffisance des réfugiés, sur l'autonomisation des communautés réfugiées et sur l'égalité hommes-femmes. Une réduction importante et structurée des activités du programme est prévue pour les années 2006-2007. Toutefois, l'instabilité politique dans les pays voisins, qui suscite des inquiétudes quant à de nouveaux mouvements migratoires vers le Ghana, justifie le maintien de dispositifs d'intervention d'urgence. L'UNHCR au Ghana a pris la direction des travaux d'élaboration de plans d'urgence interinstitutions, qui seront régulièrement mis à jour, pour la réception de tout nouvel afflux de réfugiés.

Protection et solutions

L'UNHCR continue à insister sur la consolidation du régime de protection dans le pays, en encourageant une application plus efficace de la loi sur l'asile et en poursuivant les objectifs définis dans l'Agenda pour la protection. Les objectifs clés pour 2006 comprennent le renforcement des procédures d'asile ; l'application plus efficace et continue des procédures de recensement des réfugiés et demandeurs d'asile et de délivrance de documents d'identité ; l'amélioration de la sécurité physique des réfugiés ; l'autonomisation des réfugiés, afin qu'ils puissent subvenir eux-mêmes à leurs besoins de protection ; la réponse aux besoins spécifiques des femmes et des enfants en matière de protection. En 2006, l'UNHCR collaborera avec le Comité ghanéen pour les réfugiés et des ONG locales pour leur permettre d'améliorer à long terme leurs services de protection et autres.

L'UNHCR a donné aux réfugiés les moyens d'assurer eux-mêmes leur protection physique en instaurant des Équipes de surveillance des quartiers, en étroite coopération avec les services de police. En vue de répondre aux besoins de protection spécifiques des femmes et des enfants, l'Organisation mettra l'accent sur la prévention et la prise en charge des problèmes de violence sexuelle et sexiste affectant la population réfugiée. L'UNHCR continuera à faire appel à une ONG locale spécialisée pour offrir une assistance et un accompagnement psychosocial aux victimes d'agressions de cette nature. La mission de cette

ONG consiste également à organiser des campagnes de sensibilisation et de prévention de la violence à l'encontre des femmes et des enfants réfugiés. Une assistance juridique, médicale, matérielle et psychosociale sera prodiguée aux victimes de violences sexuelles et sexistes, ainsi qu'à leurs familles.

La présence de réfugiés togolais, accueillis dans des communautés locales, a grandement pesé sur les ressources et les services locaux, notamment dans les secteurs des abris, de l'eau, de l'assainissement et des vivres. Jusqu'à présent, les Togolais réfugiés au Ghana n'ont pas exprimé le désir de regagner leur pays ; l'UNHCR continuera donc en 2006 à prodiguer une aide élémentaire aux réfugiés comme aux communautés d'accueil.

Au milieu de l'année 2005, on dénombrait plus de 4 000 réfugiés urbains, originaires pour la plupart de Côte d'Ivoire, de la République démocratique du Congo, du Libéria, du Soudan et du Togo. Ces réfugiés présentent des besoins divers en termes de protection, en fonction de leur affiliation politique, des persécutions qu'ils ont subies ou de leur milieu familial. Ce groupe comprend des anciens résidents des sites d'installation de réfugiés venus à Accra en attendant leur rapatriement librement consenti ou leur réinstallation, des personnes qui ont des besoins médicaux spécifiques, ainsi que des réfugiés ayant atteint un certain niveau d'autosuffisance dans les villes, mais pour lesquels des interventions en matière de protection demeurent indispensables. Certains sont hébergés et assistés au centre de transit de l'UNHCR à Accra.

Le rétablissement de la paix au Libéria donne bon espoir de remédier durablement au sort de nombreux réfugiés libériens. Ceux-ci bénéficieront d'une aide pour regagner leur pays par avion ou par bateau, dans un cadre juridique et opérationnel régi par l'Accord tripartite sur le rapatriement conclu avec les Gouvernements du Ghana et du Libéria.

Les activités proposées par l'UNHCR sont destinées à permettre la réduction des activités dans un certain nombre de secteurs opérationnels, une fois l'opération de rapatriement achevée. Toutefois, ce retrait progressif sera contrebalancé par une promotion intensive de l'autosuffisance et de l'intégration sur place pour les réfugiés ayant choisi de demeurer dans le pays. L'Organisation poursuivra sa collaboration avec les donateurs et d'autres partenaires en vue d'accroître l'aide au développement pour les réfugiés et de consolider le cadre du processus

d'intégration sur place, en particulier pour les réfugiés libériens qui resteront à Buduburam. L'UNHCR encouragera également certains de ces partenaires à puiser dans leurs propres ressources ou à rechercher d'autres solutions de financement pour mettre en œuvre une gamme de services sélectionnés.

Assistance

Si de nombreuses familles réfugiées ont atteint un niveau d'autosuffisance acceptable, beaucoup d'autres n'ont pas réussi à reconstruire leurs moyens d'existence. En conséquence, la stratégie a été orientée vers l'appui communautaire, préférable à la reprise des activités d'assistance. Parallèlement, la prise en charge des besoins spécifiques de la population est progressivement réorganisée dans le cadre d'interventions ciblées de protection et d'assistance, telles que le programme alimentaire commun du PAM et de l'UNHCR destiné aux réfugiés vulnérables au Ghana.

En prévision des importants mouvements de rapatriement librement qui devraient avoir lieu en 2006, l'UNHCR redoublera d'efforts pour préparer les réfugiés au retour et leur donner la possibilité de mener une vie satisfaisante, notamment par une formation technique plus particulièrement ciblée sur les femmes et les jeunes et par un enseignement primaire de qualité pour les enfants. Un programme de formation professionnelle lancé en 2004 continuera à perfectionner les compétences des réfugiés, en prévision de leur rapatriement au Libéria ou de leur intégration dans la société ghanéenne. Les formations proposées porteront sur l'informatique, la maçonnerie, la charpenterie/menuiserie et la construction de routes.

La zone d'installation de Krisan, dans la région occidentale du pays, à environ 300 km d'Accra, accueille plus de 2 000 réfugiés d'origines diverses (Libéria, Rwanda, Soudan, Côte d'Ivoire et Togo). Les possibilités de parvenir à l'autonomie alimentaire via des activités agricoles sont limitées dans la région ; néanmoins, l'UNHCR continuera à rechercher des possibilités d'autosuffisance et d'intégration sur place, ainsi que des solutions durables appropriées, par le biais du rapatriement librement consenti ou de la réinstallation. Parallèlement, l'Organisation poursuivra la distribution de rations alimentaires et maintiendra une assistance axée sur la communauté dans les secteurs de la santé, de l'assainissement et de l'éducation. À la date de rédaction du présent



Réfugiés togolais arrivant au Ghana. UNHCR / D. Kamphuis

Appel global, l'UNHCR menait, de concert avec la FAO et l'ONUDI, une initiative pour dispenser des formations et fournir des services d'appui aux réfugiés et aux communautés locales dans les zones d'installation et aux alentours. Si cette initiative remporte le succès escompté, les réfugiés disposeront de moyens variés pour dégager des revenus modestes, qui faciliteront leur intégration sur place.

Effet escompté

Le programme de l'UNHCR au Ghana est destiné à faciliter la mise en place des solutions durables les plus appropriées pour les réfugiés et à favoriser, dans la mesure du possible, leur autosuffisance. Une importante réduction des opérations menées dans les camps est prévue en 2006 et 2007, processus qui devrait être facilité par la mise en place de solutions durables intégrées et des efforts de constitution de capacités. L'Organisation mise sur une double hypothèse : elle espère que la situation au Libéria s'avérera propice au rapatriement librement consenti d'une grande partie de la population réfugiée, et que des avancées positives dans la sous-région préviendront tout afflux de population au Ghana. Toutefois, si de nouveaux afflux surviennent, l'UNHCR devra adopter une approche progressive, et une augmentation temporaire de ses ressources sera nécessaire en 2006 pour garantir la mise en place de solutions durables.

Le Comité ghanéen pour les réfugiés assumera une responsabilité accrue dans l'examen des demandes

d'asile et le Service ghanéen de l'immigration sera bientôt pleinement opérationnel. Il gèrera alors l'enregistrement des demandeurs d'asile, l'enregistrement et les mesures logistiques d'organisation des départs lors des opérations de rapatriement librement consenti, ainsi que la facilitation de l'intégration sur place grâce à la délivrance de documents tels que des permis de travail ou des permis de séjour à long terme.

La stratégie de l'UNHCR en faveur des réfugiés togolais contribuera au développement des communautés locales de la région de la Volta. Les activités de construction d'abris et d'amélioration d'autres biens et services publics ont été conçues pour profiter durablement aux communautés d'accueil ghanéennes, y compris après le départ des réfugiés togolais. En outre, le développement des infrastructures des communautés d'accueil des réfugiés procurera un dispositif immédiatement utilisable si de nouveaux afflux devaient se produire au Ghana.

Organisation et mise en œuvre

Structure de gestion

Au Ghana, l'UNHCR emploiera 39 personnes (six fonctionnaires internationaux et 33 collaborateurs nationaux). La représentation de l'UNHCR, installée à Accra, est responsable de tous les aspects de

l'opération. Un bureau extérieur à Takoradi gère les besoins de la zone d'installation de réfugiés de Krisan et de la région occidentale du Ghana. Un autre bureau extérieur a été ouvert à Ho, la capitale de la région de la Volta, afin de venir en aide aux réfugiés togolais récemment arrivés.

Le centre d'appui technique, bien que basé à Accra, est une entité indépendante dotée de responsabilités régionales, qui sont décrites dans l'aperçu régional. Cependant, les coûts du centre régional sont imputés au budget-programme pour le Ghana. Le centre emploie 33 personnes (14 fonctionnaires internationaux, trois administrateurs auxiliaires et 16 collaborateurs nationaux).

Coordination

L'UNHCR est toujours impliqué dans des partenariats actifs avec plusieurs agences sœurs des Nations Unies, avec l'OIM, le FMI, la Banque mondiale et différentes ONG, ainsi qu'avec le Gouvernement ghanéen au niveau national, régional et local. Les programmes de l'UNHCR sont planifiés et exécutés en étroite collaboration avec le Gouvernement de la République du Ghana, par l'intermédiaire du Comité ghanéen pour les réfugiés et de divers ministères. L'UNHCR participe aux forums interinstitutions des Nations Unies, notamment au Groupe de travail sur la préparation aux situations d'urgence, ainsi qu'aux forums relatifs aux objectifs du Millénaire pour le développement. L'UNHCR et le PAM continueront à exécuter un programme alimentaire commun, ciblant les personnes les plus vulnérables de la zone d'installation de réfugiés de Buduburam.

Bureaux

Accra

Ho

Takoradi

Partenaires

Organisme gouvernemental

Comité ghanéen pour les réfugiés, ministère de l'Intérieur

ONG

Assemblies of God Relief and Development Service
Christian Council of Ghana
 Secrétariat catholique national
 Société de la Croix-Rouge ghanéenne
Women's Initiative for Self-Empowerment

Autres

FAO
 FNUAP
 OMS
 ONUDI
 PAM
 UNICEF
 VNU

Budget (dollars E.-U.)

Activités et services	Budget-programme annuel
Protection, suivi et coordination	1 487 787
Abris/autres infrastructures	50 105
Activités génératrices de revenus	42 035
Appui opérationnel aux partenaires	267 174
Assainissement	29 846
Assistance juridique	175 042
Besoins domestiques	138 633
Eau	7 794
Education	358 145
Production vivrière	25 000
Santé	213 353
Services communautaires	158 601
Transport/logistique	1 613 427
Vivres	116 934
Total des opérations	4 683 876
Appui au programme ¹	3 847 469
Total	8 531 345

¹ Comprend le budget du Centre d'appui régional à Accra.